

Intitulé de l'épreuve : MAGREB MOYEN-ORIENT AFRIQUE

Nombre de copies : 4

Numerotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

La France a-t-elle des alliés en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ?

Au Sommet pour un Nouveau Pacte Financier Mondial, organisé en juin 2023 à Paris, consacré à la réforme des institutions multilatérales de financement et au soutien des économies émergentes face aux vulnérabilités provoquées par l'endettement et le changement climatique, interviennent dans les panels, aux côtés du président brésilien Lula ou du Premier ministre chinois Li Keqiang, trois invités de marque : le président égyptien Abdel Fattah el-Sissi, le prince héritier saoudien Mohammed Ben Salman, et le ministre des Technologies et de l'Industrie émirien, également PDG de la compagnie pétrolière ADNOC et président de la COP28, Sultan Al Jaber.

Leur présence et leur implication témoignent d'un certain soutien que souhaitent marquer ces trois pays, l'Égypte, l'Arabie Saoudite, et les Émirats arabes unis, envers les efforts entrepris par la France pour remédier à la fragmentation de l'ordre international et réformer les institutions du multilatéralisme. Elles témoignent également d'une certaine proximité de vues sur le plan économique, et d'une coopération qui se déploie à travers de multiples canaux. En effet, ces

N°

1.115

* ANMO

trois pays sont considérés comme étant, depuis plus d'une décennie, les plus proches de la France parmi les Etats de la zone Afrique du Nord et Moyen-Orient,* qui va du Maroc à l'Afghanistan en passant par le Levant et le Golfe arabo-persique.

Si cette proximité se traduit par une coopération économique réelle, elle se matérialise surtout sur le plan militaire.

La présence française, les partenariats bilatéraux et les exportations d'armement ont ainsi pu conduire de nombreux observateurs à qualifier ces Etats - ainsi que d'autres comme la Jordanie et l'Irak où il existe une présence française - d'"alliés" de la France dans la région.

Si le terme d'"allié" revêt bel et bien une dimension militaire, il n'est toutefois pas certain que les relations étroites qu'entretient la France avec certains pays de la région puissent être caractérisées comme des alliances. Dans un contexte d'accélération des reconfigurations régionales, de compétition des puissances dans la région et de relative diminution de l'influence politique française, la réalité d'alliances de la France avec les Etats de la zone doit être interrogée.

Pourquoi les relations les plus solides de la France dans la zone ANMO ne sont pas des alliances ?

Si les relations très étroites qu'entretient la France avec quelques pays de la zone ANMO se fondent sur des déterminants d'abord militaires, puis économiques et culturels (I), ces partenariats ne sont toutefois pas des alliances, du fait des limites intrinsèques de la France et de la multiplication des partenariats adoptés par les Etats de la zone (II). Face aux reconfigurations rapides de la région et à la diminution de son influence, la France peut toutefois bâtir de nouvelles formes de partenariats, qui sortent de la logique d'alliances formelles mais qui pourraient renforcer son influence (III).

N°

2.1...

*

*

*

I. Le volet militaire, puis les volets économique et culturel, sont au cœur de la coopération avec les "amis" de la France dans la région

A) La France a un partenariat militaire fort avec quelques Etats de la région ANTO

Le volet militaire des relations de la France avec certains pays de la zone se traduit d'abord par une présence concrète. Aux Emirats arabes unis, Etat considéré comme le plus proche de la France dans la zone du fait de l'ancienneté des relations mais aussi de la proximité personnelle entre les dirigeants des deux pays, la France opère une base militaire interarmées à Abu Dhabi. Cette base est un pilier de la stratégie Indopacifique française sur son versant indien, et des manœuvres conjointes sont organisées. La France possède également une base en Jordanie, essentielle à son déploiement aérien dans le cadre de l'opération Chammal (depuis 2014) visant à lutter contre l'organisation Etat Islamique (Daech). Des soldats et des forces spéciales françaises sont présentes sur le sol irakien, dans le cadre de l'opération Myddia, afin d'aider le gouvernement à lutter contre la résurgence de Daech.

La coopération militaire se traduit également par des exportations d'armement. Les achats réalisés par les pays de la zone représentent 20% des exportations françaises d'armement ces dernières années. La France a par exemple exporté de nombreux avions de chasse Rafale vers l'Egypte à partir de 2016, et a conclu un "méga-contrat" en décembre 2021 pour la vente de 80 Rafale vers les Emirats arabes unis (E.A.U.). Les exportations s'accompagnent

N°

3.1...

souvent de formations des pilotes; elles témoignent du fait que la France est perçue, en matière d'armement, comme un partenaire fiable. Cette perception régionale d'une certaine fiabilité française n'est pas nouvelle. La dimension militaire de la présence française, entâchée par l'expédition de Suez de 1956 et la guerre d'Algérie, redevient progressivement un pilier de la politique étrangère française dans la zone ANTO à partir de la fin des années 1970 (contingents envoyés au sein de la FINUL au Liban à partir de 1978, intervention du G16N lors de la prise d'otages de la Reine en 1979, évacuation de Yasser Arafat de Beyrouth en 1982, formation des pilotes irakiens, en pleine guerre Iran-Irak, dans les années 1980...). Elle peut toutefois présenter des inconvénients: des armes françaises sont ainsi utilisées par l'armée saoudienne lors de son intervention au Yémen à partir de 2015, tuant des civils.

Cette dimension militaire s'articule, avec certains Etats de la zone comme les E.A.U ou l'Egypte, autour d'une convergence de vues sur l'impératif de lutte contre le terrorisme. C'est ce qui a servi de base à la coordination française avec l'Egypte et les E.A.U en Libye par exemple, notamment entre 2014 et 2021. Plus globalement, une analyse commune sur la menace que constituent les mouvements de l'islam politique pour la stabilité régionale justifie également cette coopération. Les préoccupations sécuritaires, si elles sont un pilier des relations de la France avec ses "amis" précités, ne sont toutefois pas les seules dimensions.

B) La France renforce également la dimension économique de ses relations avec ses partenaires importants, à laquelle elle ajoute des efforts de "soft power" culturel

Les partenariats économiques les plus forts de la France avec les pays de la région se développent en particulier autour de l'énergie. Important importateur d'hydrocarbures depuis la zone ANTO, la France est très active, par le biais de ses entreprises, sur le terrain des exploitations

Intitulé de l'épreuve : MAGHREB MOYEN-ORIENT AFRIQUE

Nombre de copies : 4

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

*pétroliers
pétrolières et gazières : ainsi des nombreuses concessions exploitées par Total Energies en Arabie Saoudite, au Qatar et aux E.A.U, du contrat* de 10 milliards de dollars signé en juin 2023 par Total Energies en Irak devant permettre à ce pays de s'affranchir de la dépendance irakienne en matière de fourniture d'électricité, de la présence également de Total Energies dans le consortium qui exploitera le champ gazier offshore découvert au large du Liban. Cette coopération énergétique peut également prendre un tour "géopolitique" : ainsi, la France est un des membres importants du East Mediterranean Gas Forum (EMGF), aux côtés notamment de l'Egypte, dans le but d'aider les Egyptiens à exercer un contrepoids à la présence turque en Méditerranée orientale et à ses velléités d'exploitation du gaz.

La France se positionne également dans le domaine des énergies renouvelables et du nucléaire, que développent en particulier les E.A.U et l'Arabie Saoudite. L'entreprise EDF et Masdar, compagnie d'énergies renouvelables émirienne et 2^e investisseur mondial dans le domaine, ont ainsi formé une "joint-venture" et sont convenus en 2023, lors de la visite du ministre de l'Economie Bruno Le Maire, de développer ce partenariat pour investir ensemble dans les pays émergents. En matière d'hydrogène, la France est présente, par le biais d'Air Liquide, notamment en Arabie Saoudite, pour soutenir ce pays dans l'exploitation de cette source d'énergie qui se place progressivement au cœur de la stratégie de diversification économique des Etats du Golfe.

N°

S.1...

Enfin, en matière de nucléaire, la France est perçue comme un potentiel partenaire fiable, notamment par l'Arabie Saoudite qui souhaite développer son programme civil, bien que l'entreprise EDF soit en concurrence avec des entreprises américaines et chinoises de même envergure sur l'actuel appel d'offres. Une coopération nucléaire* dans la zone ne serait pas nouvelle, comme en témoignent la présence à partir de la fin des années 1970 de la centrale Osirak en Irak, détruite par l'aviation israélienne en 1983,

* française

En plus de ce volet économique, qui permet un dialogue politique dense avec les E.A.U, l'Arabie Saoudite, l'Irak, le Liban et l'Égypte autour d'intérêts communs, la France peut également compter sur une certaine influence culturelle. Disposant d'une expertise en la matière, cette influence se déploie à travers des dispositifs de coopération universitaire, muséale, archéologique et linguistique. La France est ainsi un partenaire essentiel dans la volonté de rayonnement universitaire des E.A.U (Sorbonne Abu Dhabi) et dans sa "stratégie muséale", pour reprendre les termes d'Alexandre Kazerooni (à l'image du Louvre Abu Dhabi). Sur le plan archéologique, l'expertise française est ancienne : dès 1963, André Parraux était invité par le Ministre de la Culture égyptien Tharwat Okacha à aider l'Égypte pour sauver des monuments de l'ère pharaonique menacés par la crue des eaux du Nil. Cette expertise trouve aujourd'hui sa réalisation en Arabie Saoudite, où le prince héritier a confié à une agence franco-saoudienne la mission de valorisation du patrimoine archéologique d'Al-Ula. Enfin, sur le plan linguistique, la France peut mobiliser le relais de la francophonie et des relations anciennes, comme au Liban où le soutien français suite à l'explosion du port de Beyrouth en 2020 était particulièrement sollicité.

Ces relations denses, sur les plans militaire, économique et culturel, avec un certain nombre d'États

de la région permettent certainement d'avancer que la France est un Etat qui compte dans la zone ANTO, Toutefois, ces partenariats ne peuvent pas être qualifiés d'alliances.

*

II - Les marges de manœuvre de la France sont limitées, et les partenaires de la France dans la région multiplient leurs options, ce qui ne permet pas de les qualifier d'"alliés"

A) la politique étrangère de la France dans la région présente des limites

Si la France est présente militairement et est un fournisseur important d'armements, elle ne peut toutefois pas se présenter comme un allié de ces pays au sens strict. Si le vocable d'alliance recouvre bien une dimension militaire, il renvoie surtout historiquement à la notion de solidarité, ainsi des Alliés lors de la Seconde Guerre Mondiale, ou de l'"Alliance Atlantique" formalisée par l'OTAN dans son article 5 consacrant la clause de solidarité mutuelle en cas d'agression. Or, rien ne permet aujourd'hui, dans les nombreuses déclarations et les nombreux partenariats conclus par la France avec les Etats de la zone, de conclure à l'existence d'une alliance d'un tel type. Si la France est bel et bien intervenue, pour défendre le Koweït par exemple en 1990 face à l'invasion irakienne, ou l'Irak en septembre 2014 face à l'expansion de Daech, c'était dans le cadre de coalitions multilatérales, dont la vocation était ponctuelle et non permanente.

Ceci est dû à la capacité limitée de projection des forces armées françaises. Souvent qualifiée de

"puissance moyenne à l'influence mondiale", la France est consciente du fait qu'elle est surtout une puissance moyenne. C'est ainsi que s'explique l'échec du projet d'intervention en Syrie en août 2013 pour punir Bachar al-Assad d'avoir attaqué sa population à l'arme chimique dans la Ghouta; il n'était tout simplement pas possible d'intervenir seul après le changement d'avis des Etats-Unis et du Royaume-Uni. C'est également la raison pour laquelle les Forces Démocratiques Syriennes, souvent qualifiées "d'alliés kurdes" de la France dans le Nord-Est syrien, n'ont pu être secourues face à l'offensive menée par l'armée turque en octobre 2019, les Etats-Unis de D. Trump ayant au préalable donné leur feu vert à la Turquie. La France ne peut aujourd'hui faire valoir, seule, une capacité de projection militaire massive sans soutien supplémentaire, qu'il soit européen ou américain.

Ces limites sur le plan militaire s'accompagnent d'une relative diminution de l'influence politique de la France dans la région ANTO. Capable d'influencer l'Union Européenne en 1980 pour reconnaître les "droits palestiniens" (Déclaration de Venise); la France est aujourd'hui un acteur secondaire du règlement du conflit israëlo-palestinien, en dépit de la Conférence de Paris sur le processus de paix au Proche-Orient tenue en 2017. La progression de la colonisation israélienne de la Cisjordanie suscite des protestations, mais peu d'action politique. La démarche de médiation entreprise par la France au Liban depuis plusieurs années pour faciliter la résolution de la crise politico-institutionnelle a également du mal à porter ses fruits, du fait des divisions intra-libanaises et de l'influence prépondérante du Hezbollah soutenu par l'Iran. En Egypte, malgré la confiance dont bénéficie la France du fait de son partenariat militaire, les messages passés par le canal des entretiens bilatéraux sur le respect des droits de l'homme demeurent inaudibles - même si quelques succès existent, comme la libération de Ramy Shaath en janvier 2022 obtenue grâce aux efforts français. Cela contraste avec la capacité d'influence politique, voire de coercition, que peuvent

Intitulé de l'épreuve : MAGREB MOYEN-ORIENT AFRIQUE

Nombre de copies : 4

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

exercer les Etats-Unis à l'égard de leurs partenaires, comme au printemps 2023 où - sous l'impulsion du Congrès - l'administration américaine a conditionné le versement d'une fraction de son aide militaire annuelle à l'Egypte (1,3 milliards de dollars au total) au respect des droits de l'homme, conduisant à des libérations progressives de prisonniers politiques et au lancement d'un "dialogue national inclusif" - bien que ce dialogue demeure largement contraints.

Cette influence que peuvent avoir d'autres Etats dans la zone ANRO témoigne du fait que la notion d'alliance peut d'autant moins s'appliquer que la France est perçue comme une option parmi d'autres.

B) Les "amis" de la France tendent à mener une diplomatie multivectorielle et diversifient leurs partenariats

Si l'Egypte et les Etats du Golfe représentent 20 % des exportations d'armement, il convient de noter que, pour ces derniers, la France n'est pas le premier fournisseur. Ainsi, malgré le "pivot vers le Pacifique" entamé par l'administration américaine en 2012, le paradigme dominant dans la zone ANMO reste la prégnance de la puissance militaire américaine, incarnée par la VI^e flotte en

N°

9.1...

Méditerranée, la V^e flotte dans le détroit d'Ormuz et la présence de dizaines de milliers de soldats américains dans les Etats du Golfe (Arabie Saoudite et Qatar notamment, Centre de commandement CENTCOM au Bahreïn). À ce titre, la seule véritable alliance qui pourrait exister dans la zone ANTO est celle qui caractérise cette présence sécuritaire américaine, héritée de la Guerre froide et de la guerre du Golfe (1990-91), et qui s'explique aujourd'hui par les craintes et préoccupations des Etats de la région vis-à-vis de l'Iran et de ses politiques de déstabilisation régionale (proxies au Yémen, en Irak, en Syrie, au Liban, menaces sur la sécurité maritime et les flux de transport d'hydrocarbures). Toutefois, même dans cette configuration, et bien que ~~ce~~ ces partenariats soient de nature à rassurer ces Etats, ils ne correspondent pas non plus à une alliance formelle : c'est tout le sens des demandes de "garanties sécuritaires" formulées par l'Arabie Saoudite (qui se traduiraient par une clause similaire à l'art. 5 de l'OTAN) en échange d'une normalisation avec Israël.

Sur le terrain militaire, la France est donc un "pourvoyeur de sécurité" de second rang pour les Etats de la région, et elle tend en plus à être éclipsée par de nouveaux concurrents, tels que la Chine, voire d'autres acteurs comme la Turquie (ou Qatar et à Oman), la Russie ou même Israël (qui souhaite vendre des systèmes radar et des technologies cyber aux E.A.U.). L'Egypte entretient une importante coopération militaire avec la Russie, et la Chine accroît ses exportations d'armement sophistiqués - notamment des drones et des missiles balistiques - vers l'Arabie Saoudite. À la faveur de la volonté des Etats de la région d'autonomiser leur politique étrangère et donc de s'affranchir de la dépendance aux fournitures d'armes occidentales, la Chine devient progressivement un acteur important sur le plan militaire, inquiétant les Etats-Unis; ces derniers s'émouvent en 2021 d'une

potentielle installation d'une base militaire chinoise à Abu Dhabi aux E.A.U. Par cette diversification des partenariats, les Etats de la région montrent qu'ils ne s'inscrivent plus dans des schémas d'alliance traditionnels.

Cette diversification s'opère ~~et~~ également dans le domaine économique. La France, traditionnellement en concurrence avec les Etats-Unis, l'est aujourd'hui en grande partie par la Chine, qui capte la majorité des contrats d'infrastructures dans la zone ANRO, mais aussi par d'autres acteurs comme la Turquie ou l'Italie. Ainsi, si la France est un des leaders du format ENIGF avec l'Egypte, c'est l'italien ENI qui co-exploite le vaste champ gazier "Zohr" au large des côtes égyptiennes. Au Maghreb, la Chine a remplacé la France comme premier partenaire commercial de l'Algérie dès 2013. La Chine dispose notamment d'un avantage en termes de compétitivité-prix, mais elle accepte également les requêtes de nombreux pays comme l'Arabie Saoudite et les E.A.U. en matière de transferts de technologie. Ces transferts de technologie, essentiels à la montée en gamme industrielle et technoscientifique de ces pays, revêtent désormais un caractère crucial pour les orientations de politique étrangère des Etats de la zone.

Cette multiplication des partenariats entrepris par les pays de la région s'accompagne de reconfigurations intra-régionales rapides et doit donc ~~à~~ conduire la France à réévaluer sa politique étrangère.

*

III - Une nouvelle ère de dialogue régional semble s'ouvrir dans la zone ANTO et peut amener la France à se focaliser sur la dimension humaine en mobilisant des ressources nouvelles pour établir des formes de coopération prometteuses

A) Une nouvelle période de régionalisation du dialogue s'ouvre et interroge le rôle de la France

* dans la
* en 2022

Les vagues de normalisation entreprises par les partenaires de la France zone ANTO semblent mettre fin aux anciennes lignes de fracture: Accords d'Abraham entre E.A.U et Israël en 2020 (ainsi que Bahreïn, Oman puis Soudan), Accord d'Al-Ula mettant fin à la querelle entre l'Arabie Saoudite, les E.A.U et l'Égypte d'un côté, le Qatar de l'autre en 2021, réconciliation ~~Arabie~~ égypto-qatarie* puis franco-égyptienne en 2023, normalisation saoudienne avec la Syrie et l'Iran au printemps 2023. Une nouvelle ère semble s'ouvrir, dans laquelle les États de la région choisissent de régler leurs différends par la voie diplomatique, mettant fin aux tensions qui ont prévalu pendant plus d'une décennie. Ces normalisations s'expliquent non pas par des règlements de fond des divergences politiques, mais bien par un impératif de pragmatisme économique - notamment motivé, pour l'Arabie Saoudite, par la volonté d'attirer des capitaux étrangers pour la réalisation de son plan Vision 2030 - menant à ce que le chercheur Stéphane Lecroix nomme une "paix des autocrates".

Ces normalisations, si elles se pérennisent, devraient mener à une réduction des tensions, à la fin des "logiques des axes" (axe Arabie Saoudite - E.A.U - Égypte; axe Turquie-Qatar; axe "croissant chiite" Iran - Irak - Syrie - Hezbollah), et donc à une réduction de la course aux armements. Si ces dynamiques se concrétisent, elles interrogent la dimension militaire qui irrigue la relation de la France avec ses principaux partenaires. Par ailleurs, ces dynamiques de normalisation, qui impliquent de nombreux partenaires de la

Intitulé de l'épreuve : MAGHREB MOYEN-ORIENT AFRIQUE

Nombre de copies : 4

Numerotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

France, se sont faites sans consultation avec la France - et parfois même sans consultation avec les Etats-Unis, comme dans le cas saoudo-iranien -, ce qui montre que la France n'est pas considérée comme un "allié". Et ce bien que la France ait mis en place des formats de dialogue régional particulièrement originaux, comme la Conférence de Bagdad, réunissant de nombreux Etats de la région dont l'Arabie Saoudite et l'Iran, dès 2021.

Cette reconfiguration qui se traduit par un retour du dialogue régional se caractérise aussi paradoxalement par une recrudescence de la compétition saoudo-émirienne. Or, les E.A.U. et l'Arabie Saoudite sont deux partenaires étroits de la France; cela pose donc la question des dilemmes qui pourraient se poser à l'avenir pour la politique étrangère française dans le Golfe. Compte tenu des relations fortes avec ces deux pays, la France pourrait envisager d'engager, à l'avenir et si la situation se détend, une médiation entre les deux afin de maintenir une influence politique et étas perçu comme un partenaire positif.

Cela permettrait également à la France d'ouvrir une réflexion sur de nouvelles formes de relations à développer avec la zone AMRO.

N°

13/15

B) En-dehors des logiques d'alliance, la France peut concentrer ses efforts sur la relation humaine, mobilisant notamment les sociétés civiles et diaspora, pour renforcer son influence

Le boycott des produits français qu'ont connu plusieurs pays de la zone ANRD en 2020 et les perceptions mitigées qu'ont les sociétés de la région à l'égard de la France, loin du zénith de sa popularité atteint en 2003 ~~du fait de son refus de l'invasion américaine de l'Irak,~~ soulignent la ~~rupture~~ rupture du dialogue entre les sociétés et une vision déformée d'un Etat qui peut parfois être perçu comme arrogant. A ce titre, la France gagnerait à considérer que son véritable allié ~~doit être~~ doit être la société civile, seule à même de pérenniser son influence dans la région.

Pour ce faire, la France peut profiter des instruments actuellement à sa disposition (bourses, Campus France, Instituts Français, établissements de recherche UFR, voire AFD), mais peut également renouveler son approche en mobilisant des ressources nouvelles pour revitaliser la relation humaine. Les diaspora et les binationaux par exemple, peuvent constituer le fer de lance de la redéfinition de la politique étrangère française dans la région. ~~À travers~~ Les liens humains et familiaux qui peuvent exister, mais aussi les liens linguistiques, sont autant d'éléments qui peuvent être orientés vers la construction de relations solides, sur le long terme, de confiance et de partenariat mutuel, au-delà des contingences politiques et militaires. Une nouvelle politique étrangère française dans la région pourrait ainsi s'appuyer sur les tissus d'ONG et d'entreprises déjà présents, et les développer pour mettre en valeur les bénéfices apportés.

La profondeur et la solidité des liens humains amène également à la nécessité de réinvestir le Maghreb. Les relations avec les trois pays du Maghreb sont aujourd'hui marquées par des contentieux - mémoire, politique de visas - mais aussi par une perte d'influence économique. Or, les défis du Maghreb sont colossaux en matière de développement socio-économique. La France peut donc réinvestir sa relation avec ces pays par le prisme de ses binationaux, en se présentant comme puissance de solutions et d'initiatives, autour de nouveaux cadres de coopération concrets : santé, éducation, assistance à l'harmonisation fiscale et réglementaire pour faciliter les investissements. Cela ferait écho à la grande politique des "coopérants" qu'envoyait la France après les décolonisations et qui ont globalement laissé des souvenirs ~~très~~ positifs dans les mémoires des sociétés du Maghreb ~~post~~ post-indépendance.

*

*

*

La France n'a pas d'allié dans la zone Afrique du Nord et Moyen-Orient. Si elle a des partenariats militaires et économiques très forts avec certains acteurs, ceux-ci ne sont pas pour autant des alliés, car la France est limitée dans sa capacité de projection et car elle est une option parmi d'autres. En revanche, la France peut tenir compte des nouvelles évolutions de la scène régionale, acter l'impossibilité d'avoir des alliés et définir de nouveaux types de partenariats pour accroître son influence.

Lined writing area with horizontal ruling lines.

N°
161...